

vécus et en rendant compte de manière palpable des hésitations, des contradictions, des émotions, de la matérialité de la vie politique : en prêtant attention aux pratiques et aux interactions et non seulement aux discours et aux opinions déclarées, la description dense permet « d'éviter les excès de vitesse analytique » (p. 76). L'ethnographie fournit ainsi des « tests empiriques robustes » (p. 150) à un ensemble d'hypothèses théoriques, telles la loi d'airain de l'oligarchie dans les partis. Le deuxième apport réside dans l'accès inédit aux coulisses, aux dessous, à l'invisible, à l'envers du décor politique : en allant au-delà de « l'écume des performances » (p. 91) des mouvements sociaux ou des temps électoraux, on peut repérer le travail crucial de socialisation, de rassemblement, de compromis qui se fait parfois dans des espaces de sociabilité extérieurs à la sphère politique (café du coin, couloirs des institutions, domicile, etc.) et mettre au jour des configurations d'acteurs parfois insoupçonnées, le « bricolage derrière la façade » (p. 253) ou des clivages dissimulés. Le chapitre sur les idées politiques ne les considère ainsi pas comme des « produits finis » mais rentre dans le concret de leur fabrication. Troisièmement, l'ethnographie, en tant que « façon de poser des problèmes » (p. 24), renouvelle notre compréhension d'un objet en posant des questionnements décalés, alternatifs : on voit ainsi quel point il est fructueux d'étudier l'élection sans ses résultats (p. 108) en s'intéressant à l'acte même de voter (où on vote, avec qui, selon quels rituels, etc.) pour rompre avec une vision atomisée des électeurs ; ou encore en saisissant la révolution par l'expérience de ceux qui s'y opposent ou n'y participent pas.

Sans passer sous silence les coûts certains de la démarche ethnographique, au premier rang desquels son caractère chronophage (un « vrai travail de fourmi » p. 57), impliquant (risques d'enclicage), parfois dangereux (un « travail musclé » p. 157), et pas toujours rentable (accusations de non-systématicité), chaque chapitre fournit des « ficelles » pour la pratiquer au mieux et opérer le travail de réflexivité permanente qui fait toute sa force en tant que modalité de connaissance du monde social. Si les ethnographes se sentiraient en terrain familier en lisant cet ouvrage, il fera certainement date auprès des futurs chercheurs et chercheuses en science politique en venant nourrir leur imagination méthodologique et épistémologique.

**Juliette Galonnier –**  
Sciences Po, CERI

**Bernard de Raymond (Antoine), Bordieci (Sylvain) – *Sociologie des Gilets jaunes. Reproduction et luttes sociales*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2024 (Documents). 240 p.**

Antoine Bernard de Raymond et Sylvain Bordieci, six ans après l'éruption des Gilets jaunes, nous proposent une rétrospective analytique de ce mouvement à travers leur enquête effectuée auprès de ronds-points du sud-ouest de la France. Et ce temps différé a sans doute son importance dans la mesure où les deux auteurs dispensent un regard désormais distancié sur le phénomène. Ce qui n'est pas une mince affaire dans la mesure où ce mouvement social débuté le 17 novembre 2018 a provoqué un « événement de papier » (p. 7) en raison d'interprétations diverses et le plus souvent opposées : entre poujadisme fiscal et populisme de droite ou réveil du peuple à travers le retour des classes à gauche, les Gilets jaunes paraissent difficilement discernables.

Inspirés du titre de l'œuvre majeure de Judith Butler, les deux sociologues souhaitent interroger le « trouble dans la politique » (p. 7) que ce mouvement suscite au sein des champs respectifs du politique et du scientifique. Puisant dans l'analyse marxiste de la reproduction sociale, mais aussi dans les courants écologistes et féministes à rebours des théories dominantes anglo-saxonnes qui « reposent sur une vision entrepreneuriale et stratégique » (p. 8), A. Bernard de Raymond et S. Bordieci dévoilent la complexité d'un mouvement social lancé à partir d'une taxe sur le diesel, déclenchant par la suite une exaspération collective qui s'amplifie progressivement autour d'une remise en cause des élites à travers des exigences démocratiques et des velléités d'égalité. Les auteurs partent d'une hypothèse inductive forte : « C'est le rond-point comme dispositif de rencontre qui crée l'agentivité » (p. 12). En effet, les situations d'interaction entre participants génèrent sur les ronds-points de l'indétermination en raison de la multiplication des échanges quotidiens.

Les deux sociologues soulignent que les Gilets jaunes se sentent appartenir aux « classes moyennes » (p. 38). Si les situations sociales sont plutôt hétérogènes, les participants au sein de ce mouvement ne font pas partie effectivement des plus précaires, mais la majorité d'entre eux se trouvent plutôt dans des situations sociales

contrariées (p. 32). Les auteurs préfèrent mobiliser le terme de « classe laborieuse » (p. 42) plutôt que celui de classe populaire ou ouvrière afin de mieux saisir les styles de vie. En effet, les Gilets jaunes sont confrontés à des emplois pénibles et à des risques économiques et sociaux majeurs : une population de travailleurs, mais vulnérable. Les deux chercheurs démentent l'idée de France périphérique – formule réifiée par Christophe Guilluy et depuis médiatisée par l'extrême droite – en proposant *a contrario* une typologie convaincante entre les « gars ou filles du coin », les exclus de la métropole et les déracinés. Bien que ces trois catégories se distinguent concrètement au quotidien, l'agentivité des ronds-points les rassemble en raison des menaces économiques qui pèsent sur leurs destins sociaux.

Cette agentivité permet ainsi aux participants de politiser leurs conditions de vie : « Le partage des témoignages sur les ronds-points fait que les participants passent d'une situation vécue sur le mode de l'échec individuel à la prise de conscience d'une condition partagée » (p. 89). Érigés en contre-institution au regard des mouvements sociaux classiques, les Gilets jaunes se sont rendus imprévisibles et donc difficiles à contrôler par les autorités (p. 100) en raison d'« organisations informelles et peu hiérarchiques » (p. 105). Hormis les ralliements autour des pages Facebook et des ronds-points qui sont « aussi des lieux d'échanges, de politisation, de délibération et de prise de décision » (p. 105), les Gilets jaunes ont ainsi perduré face à l'hostilité active des autorités et malgré la faiblesse de leurs ressources : « Le mouvement des Gilets jaunes s'est caractérisé par une durée exceptionnelle, marquée par un renouvellement de ses participants, de ses pratiques et de ses objectifs. » (p. 120) En s'appuyant sur un travail collectif d'accommodements raisonnables à travers des attitudes pragmatiques d'évitement, d'atténuation, d'aparté et de réorientation (p. 107) dans le souci d'empêcher les conflits partisans et les luttes d'égo, les Gilets jaunes se sont aussi maintenus en exerçant une présence assidue sur les ronds-points et par un renouvellement des cadres d'action (p. 129). Pour autant, malgré ces innombrables précautions, les auteurs ont observé sur le terrain des conflits internes qui engendrent irrémédiablement une scission définitive avec l'existence, trois mois après la naissance du mouvement, « de deux ronds-points, deux ambiances » (p. 140).

Les auteurs abordent également l'imaginaire politique des Gilets jaunes (p. 169). Ces derniers se désignent comme un « peuple de loups » (p. 180) par opposition à celui des moutons abonnés à BFM TV (p. 181). Aussi les participants dénoncent l'opposition gros/petit, la déconnexion et le mépris des élites, les privilèges d'une minorité, veulent plus de pouvoir d'achat, souhaitent restaurer une démocratie représentative avec de véritables moyens de contrôle et rompre avec les médias dominants estimés arbitraires. Ils ne se veulent ni de gauche ni de droite et se réclament d'un peuple unitaire. À travers un certain nombre d'entretiens directs et de discussions informelles, A. Bernard de Raymond et S. Bordieuc montrent également que les participants au mouvement sont opposés au néolibéralisme économique et à la mondialisation. Autrement dit, en partant d'une taxe écologique perçue comme punitive pour beaucoup d'entre eux obligés d'effectuer des trajets plus ou moins longs avec leur voiture pour se rendre au travail, on assiste à une « logique de l'extension d'une contestation fiscale (la taxe sur le diesel) à une contestation plus globale sur l'injustice fiscale, les inégalités sociales et les institutions représentatives » (p. 184). Ce mouvement social inédit qui a concerné une fraction non négligeable des classes populaires – les « classes laborieuses » et non pas celles des « banlieues » certes – relève de la « crise de gouvernementalité » (p. 184) face à ce qui est perçu comme un « abus de pouvoir » des élites. Les deux sociologues signalent que les solutions proposées par les politiques consistant à faire porter sur les classes populaires la responsabilité de la pollution ne sont pas à la hauteur des véritables enjeux écologiques, notamment en conjoncture de creusement des inégalités sociales.

En conclusion, A. Bernard de Raymond et S. Bordieuc reviennent sur la crise de la reproduction sociale des participants qui est centrale pour ce mouvement puisque ces derniers sont confrontés à des vulnérabilités multiples que la transition écologique risque d'aggraver à court terme. Les Gilets jaunes interpellent à leur manière l'usure du pouvoir à travers ce qu'ils perçoivent des abus des élites rappelant en quelque sorte les jacqueries populaires des dernières décennies avant la chute de l'Ancien Régime. À ceci près que le précipice écologique constitue la nouvelle donne puisque certains d'entre eux ingénieux formulaient déjà dans leurs cortèges la périlleuse équation conciliant « fin du monde et fin du mois ». Les auteurs

signent ici un livre tout à fait passionnant sur un mouvement social inédit qui continue à faire parler de lui bien des années plus tard, car il hante définitivement toutes nouvelles réformes politiques.

Éric Marlière –  
Université de Lille, CeRIES

**Bouvard (Hugo), Eloit (Ilana), Quéré (Mathias), dir. – *Lesbiennes, pédés, arrêtons de raser les murs. Luttes et débats des mouvements lesbiens et homosexuels (1970-1990)*, Paris, La Dispute, 2023 (Le genre du monde). 336 p. Bibliogr.**

Paru à la suite d'un colloque organisé à l'université de Lausanne à l'automne 2019 et consacré aux mouvements lesbiens, homosexuels et trans durant les années 1970 et 1980 en France, cet ouvrage collectif s'inscrit dans l'essor actuel qui voit apparaître de nombreuses initiatives autour des études LGBTQI+ francophones. Réunissant 14 contributions issues d'une nouvelle génération de chercheurs-euses et militant-es, qui font la richesse et la diversité de ce champ interdisciplinaire en construction – y compris en dehors de l'institution universitaire<sup>1</sup> –, il affiche dès l'introduction son ambition de mettre en lumière des aspects méconnus de l'histoire du militantisme LGBTQI+ en France. Ainsi, il s'agit selon ses coordinateur-ices d'aller au-delà des mythes fondateurs et de rompre avec un certain tropisme parisien, notamment en mettant la focale de manière inédite sur des expériences de mobilisations lesbiennes en province.

Cette volonté explicitement assumée de favoriser une telle approche se reflète dans le découpage des quatre parties autour duquel s'articule l'ouvrage. Ainsi, la première partie intitulée « Alliances syndicales et partisans : le mouvement homosexuel à la croisée des chemins » propose de revenir sur les difficultés rencontrées par le mouvement homosexuel dans le tissage d'alliances avec certains secteurs du mouvement ouvrier, de la deuxième moitié des années 1970 aux années 1980. En étudiant le fonctionnement

et la production intellectuelle de la Commission nationale homosexuelle de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ou en comparant les positionnements des organisations syndicales de Catalogne et ceux de leurs homologues françaises dans deux affaires de licenciement discriminatoire, les deux contributions de Corto Le Perron et Estelle Fisson posent la question d'une première politisation des identités gay et lesbienne, entre recherche volontariste d'alliances par l'investissement d'un discours marxiste se présentant comme une opportunité d'appariement immédiate et quête d'autonomie permettant de développer ses propres ressources devant l'instabilité du soutien des syndicats. Dépassant ce balancement, la deuxième partie, « Parce que le privé est politique : contester les normes médicales et familiales », illustre, quant à elle, l'émergence d'un point de vue et d'une expertise lesbienne sur les questions de santé et de maternité, en continuité avec les critiques du pouvoir médical et de l'institution familiale issues du féminisme de la deuxième vague. À travers les contributions de Lucile Quéré sur les conditions de problématisation lesbienne de la santé en Suisse et en France, de Yaël Eched sur le Groupe santé lesbienne de Paris ou encore de Doris Varichon sur les mobilisations autour de procès de mères lesbiennes à Lyon, on voit apparaître tout un corpus pratique et juridique au sein de groupes de réflexion et de défense mais aussi dans les revues communautaires, reflétant alors une véritable reconfiguration des luttes au tournant des années 1980 et l'émergence du combat contre l'épidémie de VIH/sida. Comme le montre Emmanuelle Yvert, ces réflexions seront ressaisies à la marge du mouvement gay et lesbien au cours des années 1990 par des associations comme l'APGL, revendiquant *via* des témoignages au sein de l'espace public la réalité de la parentalité homosexuelle, mais dans une optique voulue pédagogique, apolitique et normalisatrice liée à un contexte marqué par les débats sur le PACS. Enfin, les troisième et quatrième parties – intitulées respectivement « Des identités multiples en tension et en débat » et « À l'assaut de la culture et des médias : se rencontrer, s'aimer, se réinventer » –, approfondissent l'analyse de ces diversifications stratégiques et montrent comment la fabrication d'une politique homosexuelle après

1. Comme le montrent les mobilisations communautaires en cours autour de projets d'archives LGBTQI+ dans de nombreuses villes comme Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux ou encore Genève.